

Europe

SAXE-ANHALT : UNE ANALYSE DE LA VICTOIRE DE L'AFD

Henning Knippelmeyer

17/09/2026

Pour la première fois depuis 1945 et la chute du nazisme, un parti d'extrême droite est sur le point de prendre le pouvoir dans un Land allemand. Depuis la Saxe-Anhalt, Henning Knippelmeyer, conseiller au bureau régional de Saxe-Anhalt de la Fondation Friedrich-Ebert, livre pour la Fondation Jean-Jaurès une analyse de ce point de bascule.

Depuis le soir de l'élection du 6 septembre 2026, les appels et les messages affluent dans notre bureau de la Fondation Friedrich-Ebert à Magdebourg, témoignant d'une profonde inquiétude et d'un sentiment d'extrême vulnérabilité. Une fédération d'organisations représentant des personnes issues de l'immigration nous a fait part des fortes craintes de nombreux de ses membres pour leur propre sécurité, celle de leurs familles et leur avenir dans le Land. Des services d'accompagnement et de soutien ont rapidement été proposés, tandis que des « safe spaces » étaient mis en place pour les personnes concernées. Mais au-delà de leurs inquiétudes, beaucoup ont aussi exprimé leur détermination à rester dans le Land et à continuer de lutter contre la haine et les discours de haine. Ces témoignages montrent que, pour de nombreuses personnes et organisations, l'enjeu dépasse désormais largement la question des nouvelles majorités au Parlement régional, le Landtag : il en va de leur propre sécurité et de leur liberté d'agir.

Ces réactions immédiates donnent la mesure concrète des conséquences du résultat électoral. Le bon score de l'Alternative für Deutschland (AfD, Alternative pour l'Allemagne) n'a toutefois rien de surprenant : le parti a écrasé les élections régionales du 6 septembre 2026, recueillant 43,8% des suffrages. Avec 39 sièges sur 83, elle manque de peu la majorité absolue. La Christlich Demokratische Union Deutschlands (CDU, Union chrétienne-démocrate), de son côté, s'est effondrée : elle voit, depuis 2021, son score divisé par deux et ne recueille que 17,2% des voix, soit le plus mauvais résultat de son histoire. Le Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD, Parti social-démocrate) arrive en troisième position, à 9,3%. Fait marquant : loin de faire les frais de la forte participation, l'AfD a au contraire réussi à mobiliser un grand nombre d'abstentionnistes et a

profité d'une participation de 77,8%, la plus élevée jamais enregistrée pour une élection régionale en Saxe-Anhalt.

Le bon score de l'AfD n'a rien de surprenant : dès les élections fédérales de 2025, la carte électorale de l'Est s'était déjà largement teintée de bleu. Au niveau du Land, la coalition au pouvoir en Saxe-Anhalt, formée de la CDU, du SPD et du Freie Demokratische Partei (FDP, Parti libéral-démocrate), est très impopulaire. Plus des deux tiers des habitants se disent peu ou pas du tout satisfaits de son action, tandis qu'une très large majorité estime que l'État « ne tient plus ses promesses ». Un tiers des personnes interrogées – tendance à la hausse – jugent l'AfD capable de s'attaquer aux principaux problèmes du pays.

Les élections régionales ont également été largement dominées par les enjeux de politique fédérale et le mécontentement à l'égard du gouvernement de Friedrich Merz. 87% des personnes interrogées se sont déclarées insatisfaites de son action, tandis que 88% estiment que l'AfD aurait obtenu un moins bon résultat si le gouvernement avait mieux travaillé en Saxe-Anhalt.

Les résultats témoignent d'une forte polarisation dans le Land. Alors que l'AfD a mobilisé ses électeurs de manière exceptionnelle, la campagne « vote tactique », portée notamment par des organisations et des réseaux actifs au-delà de la Saxe-Anhalt, a également mobilisé des électeurs autour de l'objectif d'empêcher l'arrivée d'un ministre-président issu des rangs de l'AfD. Le scrutin s'est cristallisé autour d'une question : « pour ou contre l'AfD ? » Les enquêtes réalisées à la sortie des urnes montrent elles aussi une nette ligne de fracture entre les sympathisants de l'AfD et les électeurs des autres partis.

Cette polarisation a également pesé sur le vote d'une partie des électeurs du SPD. Nombre d'entre eux déclarent avoir surtout voté pour le parti afin d'empêcher l'arrivée d'un ministre-président de l'AfD. Les 9,3% obtenus par le SPD tiennent donc moins à l'adhésion à son programme et à sa campagne qu'au choix tactique de certains électeurs. La fédération régionale du SPD continue en effet de perdre des adhérents, de vieillir et de voir ses structures locales s'affaiblir. Si le choix de faire du combat contre l'AfD un axe central de la campagne a peut-être permis d'éviter le pire cette fois-ci, le parti devra, à l'avenir, se concentrer sur son propre récit et son propre projet politique.

Une ligne plus radicale pour gagner les élections

Pleine d'assurance, l'AfD a présenté, dès le début de la campagne, ses projets pour la Saxe-Anhalt comme ceux d'un « programme de gouvernement ». Ses priorités étaient la politique familiale, l'immigration et l'éducation, avec de profonds bouleversements à venir dans les domaines de

l'école, de l'audiovisuel public, de la culture et de l'éducation à la citoyenneté. Avant même le scrutin, nombre de ces promesses étaient déjà considérées comme intenables financièrement.

Pendant la campagne, les questions liées au financement des mesures et à leur crédibilité sont passées au second plan. En revanche, Ulrich Siegmund, le chef de file de l'AfD pour les élections régionales, a occupé le devant de la scène, cultivant l'image d'un homme politique accessible et porteur d'une vision claire de l'avenir. Fêtes familiales et populaires, rencontres avec les citoyens ou rassemblements de passionnés de mobylettes Simson, une marque emblématique de l'ex-République démocratique allemande (RDA) : ces rendez-vous donnaient souvent davantage l'impression d'un événement que d'une manifestation électorale classique.

Ce « sentiment d'appartenance » et le message simple d'un nouveau départ politique ont davantage séduit que les propositions plus complexes et pragmatiques des autres partis. L'AfD a aussi profité du fait de n'avoir encore jamais exercé de responsabilités gouvernementales pour incarner une « véritable » alternative. Ce faisant, elle a su capter un électorat qui ne se reconnaît plus dans les partis en place, comme en témoigne la forte mobilisation d'électeurs habituellement abstentionnistes.

L'AfD n'a nullement cherché à dissimuler sa radicalité politique. Depuis 2023, le parti est officiellement classé comme d'extrême droite par les autorités de protection de la Constitution, et sa fédération régionale, comme plusieurs de ses dirigeants, ont publiquement affiché des positions à la hauteur de leur réputation et entretenu des proximités avec des milieux d'extrême droite. La participation d'Ulrich Siegmund à la rencontre de Potsdam de novembre 2023, qui réunissait notamment des membres de l'AfD et d'autres acteurs de la droite radicale, n'a guère eu d'incidence sur le niveau de soutien dont bénéficie l'AfD, alors même qu'il y avait notamment été question de « remigration », y compris pour des citoyens allemands.

Une piste d'explication réside peut-être dans le fait que la qualification d'extrême droite ne dissuade plus guère l'électorat de l'AfD. L'AfD présente les services de protection de la Constitution comme un instrument aux mains des partis établis, tandis qu'elle dénonce cette classification comme une forme de diffamation. Cette étiquette vient ainsi conforter le récit victimaire de l'AfD : auprès de ses sympathisants, elle peut se présenter comme une défenseure de la démocratie et se servir des débats sur une éventuelle interdiction de l'AfD pour accréditer l'idée que les partis établis bafouent les règles du jeu démocratiques.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Une spécificité est-allemande, mais surtout un clivage entre villes et campagnes

Présente sur l'ensemble du territoire et notamment dans les zones rurales, l'AfD s'inscrit à rebours du recul des formations politiques traditionnelles dans ces territoires. D'un côté, la CDU et le SPD y perdent leurs réseaux locaux et leurs adhérents : de nombreuses sections locales du SPD en dehors de Magdebourg et de Halle sont quasiment à l'arrêt ; de l'autre, l'AfD investit les territoires délaissés. De petits stands et des événements réguliers lui permettent d'y être durablement présente et accessible. Cette « animation » des centres-bourgs contribue à son ancrage local, sur lequel elle a pu s'appuyer pendant la campagne.

La Saxe-Anhalt étant nettement plus rurale que de nombreux Länder de l'ouest, cette stratégie semble y être particulièrement efficace. Des évolutions similaires s'observent toutefois dans des régions de l'ouest en difficulté économique, notamment dans la Ruhr. La progression de l'AfD ne peut donc plus être lue uniquement à travers le clivage est-ouest : elle s'inscrit aussi de plus en plus dans une opposition entre villes et campagnes.

Le sentiment d'être défavorisé sur les plans politique et social est plus marqué dans l'est de l'Allemagne. Cependant, la défiance envers les institutions, le mécontentement face à l'incapacité de l'État à résoudre les problèmes et la progression de l'AfD sont aussi une réalité dans l'ouest. La Saxe-Anhalt est donc peut-être moins un cas à part qu'une expression particulièrement aiguë d'un phénomène qui touche désormais l'ensemble du pays.

La société civile se prépare, la tension monte

Depuis quelque temps, de nombreuses organisations de la société civile se préparent à l'éventualité d'un gouvernement dirigé par l'AfD. Ainsi, des ONG implantées dans plusieurs Länder ont, par précaution, déplacé leur siège ou élaboré des plans en ce sens. En Saxe-Anhalt, les organisations se préparent quant à elles à des réductions de financements, à des attaques en justice ou à des violences. Dans ce contexte, les organisations qui œuvrent à la promotion de la démocratie doivent également se demander si elles peuvent encore déposer des demandes de

subvention : les informations qu'elles fournissent sur leur fonctionnement, leurs finances et leur personnel pourraient en effet être utilisées contre elles. Certaines organisations, notamment celles représentant des personnes issues de l'immigration, prennent donc déjà des mesures de protection en mettant en place des « safe spaces », dans le Land comme en dehors.

En revanche, le week-end électoral est resté étonnamment calme, malgré le déploiement préventif d'un important dispositif policier mobilisant plusieurs Länder. Cette accalmie ne signifie pas que les tensions soient retombées, loin s'en faut. Si la formation du gouvernement devait s'éterniser pendant des semaines, voire jusqu'à Noël, le conflit politique pourrait de plus en plus se jouer dans la rue. La mobilisation annoncée par le collectif antifasciste Résister pour le 6 octobre prochain en donne déjà un premier aperçu : selon sa propre annonce, le collectif prévoit d'encercler le Parlement de la région, le Landtag, « de tous les côtés ».

Et maintenant ?

L'évolution des tensions politiques et sociales dépendra en grande partie des négociations en vue de former le gouvernement, qui s'annoncent redoutables dans une configuration politique inédite en Saxe-Anhalt. Avec 5,3% des voix, le Bündnis Sahra Wagenknecht – Für Vernunft und Gerechtigkeit (BSW, Alliance Sahra Wagenknecht – Pour la raison et la justice), un parti social-populiste issu d'une précédente scission avec Die Linke, a de justesse fait son entrée au Landtag, empêchant ainsi l'AfD d'y obtenir la majorité absolue. Sur le papier, un gouvernement sans l'AfD ne serait possible qu'avec la CDU, le SPD, les Verts, Die Linke et le BSW ; dans les faits, une telle coalition semble irréaliste, notamment parce que le BSW refuse toute reconduction de la CDU au pouvoir. Par ailleurs, compte tenu de son score, la CDU ne peut prétendre former le gouvernement et y a d'ailleurs renoncé. Celui-ci revient désormais à Ulrich Siegmund. Celui-ci et son parti pourraient chercher à entamer des discussions avec le BSW et certains députés de la CDU. Le BSW se retrouve ainsi au cœur de cette équation gouvernementale et constitue la véritable surprise du scrutin. Au-delà de la perspective vertigineuse d'un gouvernement d'extrême droite, ces discussions pourraient déboucher sur une crise institutionnelle d'une ampleur sans précédent.

Le résultat dépasse largement le cadre de la Saxe-Anhalt : il accentue la pression sur le chancelier fédéral Friedrich Merz et la CDU, contraints de réexaminer à la fois leur stratégie face à l'AfD et la capacité de leur propre offre politique à convaincre. Il pèse d'ores et déjà sur les débats autour du plan de réformes au sein du gouvernement fédéral.

Cependant, il ne faut pas surestimer les conséquences institutionnelles immédiates du scrutin pour la politique fédérale et la politique étrangère. Celle-ci relève exclusivement de l'État fédéral, le

droit fédéral prime le droit des Länder et un Land peut faire jouer son pouvoir de nuisance, mais ne peut, à lui seul, imposer un changement de cap fondamental par l'intermédiaire du Bundesrat, où les gouvernements des Länder participent à l'élaboration de la législation fédérale. En revanche, une majorité régionale dispose d'une marge de manœuvre considérable dans des domaines tels que l'éducation, la culture, la police et la sécurité intérieure. Pour l'Europe, l'enjeu sera surtout de voir si cette dynamique se prolonge à l'échelle fédérale et finit par affecter la stabilité et la capacité d'action de l'Allemagne en tant que partenaire européen.

Sources :

- [Infratest dimap, Sachsen-AnhaltTREND](#), mai 2026 – Staatsvertrauen und Problemlösungskompetenz der Parteien
- [Infratest dimap, Sachsen-AnhaltTREND](#), juillet 2026 – Zufriedenheit mit der Landesregierung und Entwicklung der zugeschriebenen Problemlösungskompetenz der AfD
- ARD/Infratest dimap, Wahltagsbefragung zur Landtagswahl Sachsen-Anhalt, 6 septembre 2026
- [MDR, Auswertung des Sachsen-AnhaltTREND](#), mai 2026
- [Forschungsgruppe Wahlen, Wahlanalyse Sachsen-Anhalt 2026 ; wiedergegeben bei ZEIT/dpa](#)

Crédit photo : Wikimedia / [Dirk Bindmann](#).